

Dignité et vocation chrétienne du politique

LU POUR VOUS

Sur un sujet très actuel, voici les actes d'un colloque organisé en décembre 2016 par l'Académie catholique de France avec l'Observatoire Foi et Culture de la Conférence des évêques de France. Des philosophes, des parlementaires, des journalistes, des théologiens... y abordent la question politique – au sens large – sous l'angle éthique et spirituel.

Les chrétiens dans la cité

Le livre mérite d'être lu dans son intégralité, mais il est impossible de rendre compte ici de manière exhaustive, des dix-sept interventions reprises dans l'ouvrage. Nous relevons brièvement quelques aspects des textes qui nous ont paru les plus intéressants.

Dans son introduction, Philippe Capelle-Dumont rappelle combien, malgré les polémiques dont ils sont l'objet, les chrétiens ont leur place et leur mot à dire dans la cité. Car «*le christianisme ne saurait se contenter (...) de mendier quelque place contributive aux aménagements de la vie sociale (...) C'est que, fondamentalement, il est dépositaire, en vertu d'une Révélation inédite, d'un tissu spirituel du politique qui a fait notre histoire occidentale*».

La contribution du philosophe Pierre Manent est particulièrement intéressante. Il y réfléchit au sens de la «nation», aboutissement d'un processus historique qui commence par une association de familles, se concrétise dans la cité, s'organise autour d'un souverain, puis trouve son «volume» avec l'accès des citoyens à l'égalité de droits. Pour Pierre Ma-

nent, la nation suppose une certaine mesure, «*mesure territoriale et en général matérielle bien sûr, mais aussi mesure morale et pour ainsi dire spirituelle*». Aussi, souligne l'auteur, «*dès que l'on perd la mesure de la nation, on est entraîné dans la démesure impériale*». Il voit dans la dynamique de «*l'extension illimitée*» dans laquelle l'Europe est aujourd'hui entraînée, un exemple typique de cette dérive. Au contraire, «*pourquoi, pendant la plus grande partie de leur histoire, les nations européennes ont-elles gardé la mesure? Ici intervient le christianisme (...) La conscience de soi du chrétien, qui est inséparablement humiliation et élévation, exalte et modère le sentiment de soi de chaque peuple*».

Loi civile et loi morale

Remarquable aussi est la contribution de Jean-François Mattei, qui fut rapporteur des lois de bioéthique, en 1994, et ministre de la Santé de 2002 à 2004. Pour lui, le choix de légiférer dans le domaine de la bioéthique est préférable à l'abstention et au laisser-faire. Il se fonde sur l'expérience concrète des mesures législatives prises en France, mais ses conclusions peuvent facilement être transposées ailleurs. La difficulté

principale que rencontre le chrétien dans ce domaine, consiste à éviter «*la confusion entre loi civile et loi morale*». En effet, souligne l'auteur, «*... tout ce qui est légal n'est pas nécessairement moral et (...) tout ce qui est moral n'est évidemment pas traduit dans la loi. Car, même s'ils se recourent parfois, le moral et le légal sont de nature différente*». A partir d'exemples concrets, il montre comment la loi a permis de limiter certaines dérives, même si elle ne peut les empêcher toutes.

Pour sa part, Jean-Louis Schlegel formule des réserves par rapport au relatif optimisme de J.-F. Mattei. Il note en effet que, sous la pression de nouvelles possibilités offertes par la science, «*les lois qui permettent ou qui autorisent en instaurant des limites se sont multipliées, dans une spirale pour ainsi dire infinie (...) Ce qui est permis et concédé aux uns crée sans cesse de nouvelles demandes chez d'autres, ou encore, ce qui est permis est sans cesse remis en cause comme insuffisant...*» De telles lois, ajoute J.-L. Schlegel, peuvent apporter «*des espoirs limités*», mais sans doute pas «*une espérance plus vaste, qui donnerait sens à l'ensemble d'une vie*». Il souhaite donc, de la part de l'Eglise, une attitude «*prophétique*», «*une parole politique assumée*», susceptible de réveiller l'espérance.

Un autre ancien ministre, François d'Aubert, réfléchit aux «*contraintes et critères de la bonne gouvernance politique*». Il montre d'abord l'ambiguïté de cette expression empruntée au vocabulaire des



entreprises. Il s'arrête longuement sur la corruption, un phénomène qui n'est pas le propre des pays du tiers-monde: «*Il reste beaucoup de 'trous noirs', de poches (profondes) de corruption, tandis que la tentation de corrompre un individu ou un décideur politique ou économique pour obtenir un avantage pour soi ou l'entité que l'on représente reste omniprésente dans le monde.*» Et il conclut par un appel à faire davantage place «*aux exigences d'éthique et de transparence, portées sans ambiguïté ni déviance par les acteurs de la sphère publique et ceux qui sont en contact avec elle.*»

Henri Tincq, qui fut longtemps analyste religieux du journal *Le Monde*, s'interroge sur la place des chrétiens dans les médias. Face à un monde médiatique marqué par l'imédiat et la simplification à outrance, dans lequel l'Eglise n'est plus considérée que «*comme un groupe de pression parmi d'autres*», il propose quelques pistes pour améliorer la manière dont l'Eglise communique. «*Les chrétiens devraient pouvoir opposer à la société médiatique de l'instant, de l'éphémère, de l'émotion, de la dérision, un vrai travail de fond, d'éducation, de réflexion, en rupture avec l'étourdissement ambiant (...)* D'où l'importance pour les croyants d'être présents dans les médias, d'y affirmer leurs valeurs, de faire connaître qui ils sont, ce qui les fait vivre».

Ne pas rester au balcon

Au terme d'un survol historique montrant l'évolution du magistère de l'Eglise par rapport à la question

politique, Dominique Durand rappelle que Jean-Paul II a donné Thomas More comme patron aux responsables politiques. «*A travers cette grande figure, il n'entendait pas définir une politique précise, mais donner un exemple à méditer, celui de la liberté de la conscience. On ne donne pas à Rome des directives précises sur des questions techniques, mais des orientations générales, en invitant les catholiques à jouer un rôle de vigie.*» Et il ajoute: «*Un catholique ne peut se contenter de regarder du balcon.*»

Dans la remarquable conclusion qu'il apporte aux travaux du colloque, Éric de Moulins-Beaufort, évêque auxiliaire de Paris, formule deux réflexions. Tout d'abord, que «*le christianisme opère une disqualification radicale du politique*». Pourquoi? Parce que le chrétien affirme «*que la finalité de l'homme est la vie éternelle*». Une vie qui est communion, ce que le politique «*ne peut à aucun degré procurer*». Ainsi s'éclaire la «*distinction entre César et Dieu*». «*Beaucoup doit être rendu à César: les routes, les écoles (...) les armées, la monnaie... et César réclame beaucoup des hommes (...)* Mais à Dieu doit être rendu le tout de l'homme». C'est à partir de cela que peut s'expliquer «*l'étonnante indifférence de l'Eglise aux formes politiques*».

Par ailleurs, note E. de Moulins-Beaufort, «*la théologie catholique valorise l'Etat de droit*». Le chrétien est en effet appelé à «*vivre en bonnes relations avec tous les autres, quelles que soient leurs différences culturel-*

les, religieuses ou morales (...) Il prétend vivre dans la recherche d'un bien qui est le bien de tous et pour tous». «*Pour le chrétien, le plus fort ciment social est la liberté spirituelle de chacun, c'est-à-dire la capacité qu'a chacun de choisir de faire le bien parce qu'il est bon et non pour d'autres motifs. Mais lui sait aussi que cette liberté spirituelle ne peut exister véritablement que par la grâce du Christ (...)* Or l'Etat moderne, l'Etat de droit, apparaît lorsque le politique renonce à être une instance chargée des fins dernières de ses sujets».

Le dernier mot revient au philosophe et académicien Jean-Luc Marion. Au constat de «*dysfonctionnement, de blocage et même de disqualification*» de la vie politique dans de nombreux pays, il trouve une cause dans «*l'onde de choc (...)* du nihilisme». Celui-ci tend à remplacer les grands totalitarismes qui ont dominé le siècle dernier. Il se manifeste à travers la «*globalisation*», qui «*agglomère et uniformise toute activité, production et organisation humaine par l'application des mêmes règles (...)* la totalisation devient le but et le moteur de l'organisation sociale». Il reste donc aux chrétiens à vivre dans le monde en «*n'y vivant pas selon les règles du monde et, pour cela même, y jouant un rôle essentiel et indispensable*». ■

Dignité et vocation chrétienne
du politique,

Ed. Parole et Silence, 2017,
242 p., 18 €.